



Presse Internationale

mensuel – n°55 – février 2008 - 1€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

GAZA

Un mur est tombé !

p. 9



MANIFESTEZ VOTRE SOUTIEN
à la

**lutte des sans-papiers
en grève de la faim**

Régularisation !

Samedi 9 février - 15h00
colonne du Congrès (Bxl)

Samedi 16 février - 14h00
marches de la Bourse (Bxl)

**Pour augmenter le pouvoir d'achat :
développer la mobilisation!**

p.3

Belgian go home!

p.15

Aussi dans ce numéro :

Edito : Mobilisation ou concertation ?	p.2
Interview avec un gréviste de la faim	p.6
Luttes des sans-papiers	p.7
La grève générale en Grèce	p.13
Italie : crise du gouvernement Prodi	p.14
Défense des combattants : une victoire	p.16

Voir aussi notre nouveau site : www.lct-cwb.be



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise de pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Mobilisation ou concertation ?

Si bien la constitution du gouvernement intérimaire Verhofstadt III a pu calmer partiellement la « crise politique », la constitution d'un gouvernement définitif pour la fin mars reste un enjeu majeur pour le patronat et ses partis. Certains parlent de nouvelles élections alors que d'autres, comme Didier Reynders, proposent la continuité de l'actuel gouvernement jusqu'en 2009.

Pour le patronat tout se passe pour le mieux : continuité de l'application du pacte entre générations, une flexibilité accrue du marché du travail et une meilleure « promotion » des cadeaux aux patrons comme les « intérêts notionnels » (voir l'article en page 3). Le pays est gouverné et il y a la stabilité requise pour le bon fonctionnement de l'économie. Les chiffres montrent d'ailleurs que les entreprises belges encaissent d'énormes bénéfices pendant les « six mois sans gouvernement ».

Il s'agit toutefois de trouver un représentant capable de calmer la « crise sociale » et de garantir la continuité des réformes antisociales. Le gouvernement Verhofstadt III était appelé à jouer ce rôle, il devait « déminer le terrain ». Il y a, bien sûr, les « tensions communautaires », mais il s'agit surtout de désamorcer une bombe à retardement, celle de la perte du pouvoir d'achat.

La manifestation du 15 décembre était un signal clair pour le patronat. 25 000 manifestants, les travailleurs du nord et du sud du pays, exigeaient une augmentation des salaires, le gel des prix et le maintien de la sécurité sociale. En réponse, le tout nouveau gouvernement a annoncé des mesures minimales par rapport à ces exigences, dans l'espoir de calmer

temporairement la contestation sociale : un timide élargissement du fond mazout, révision à la hausse de certaines allocations sociales, mais pas grand chose quant à l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat.

Les travailleurs ne sont toutefois pas restés indifférents à l'agenda de ce gouvernement. Le mois de janvier 2008 aura connu une grève par jour, principalement dans l'automobile et la métallurgie, dans les services publics, etc. Ce sont des grèves organisées à la base, dans les entreprises, pour l'augmentation de salaires et pour de meilleures conditions de travail, des grèves souvent couronnées de victoires et qui nous montrent que le patronat doit accepter nos exigences.

Tout comme les travailleurs en France, ceux de la grande distribution en grève pour une revalorisation de leurs conditions de travail ou les fonctionnaires qui luttent contre les attaques à leurs statuts, les travailleurs en Belgique doivent poursuivre leur mobilisation et unifier les luttes en vue de mettre fin à la politique de « casse sociale ».

Nous devons exiger des directions syndicales d'organiser et d'unifier les luttes à l'échelle nationale, de convoquer des assemblées dans les entreprises afin de préparer un plan de lutte, une grève générale, pour obtenir des victoires décisives dans la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi et des conditions de travail. Il faut arrêter cette logique de « concertation » avec les « partenaires sociaux » et mener sur le terrain les luttes décisives, classe contre classe. Les travailleurs se mobilisent ! Aux directions syndicales d'assumer leur responsabilité !

Pour augmenter le pouvoir d'achat : développer la mobilisation !

Pour sortir de leur crise politique, les différents partis au parlement ont rappelé Verhofstadt, « l'homme rassembleur », à la tâche. Les patrons sont contents. Leurs mandataires au gouvernement peuvent se remettre au travail pour défendre les intérêts des propriétaires et poursuivre les attaques sur nos conditions de vie, même si ce n'est qu'à titre « d'intérimaires ». Et les travailleurs ?

Une page de pub pour la Belgique

Après six mois de crise et de gouvernement « en affaires courantes », les patrons commençaient à s'énerver. Dans un communiqué de presse du 7 novembre, la FEB mettait en garde : « *contre les conséquences économiques négatives de l'absence d'un gouvernement disposant des pleines compétences. Le préjudice porté à l'image de la Belgique à l'étranger s'aggrave. Chaque jour, les risques de voir les investissements reportés ou annulés augmentent ; l'impact économique de cette situation ne se fera pas attendre longtemps.* »

Le 21 décembre, le gouvernement « intérimaire » Verhofstadt III prête serment. A cette occasion, le Premier ministre fait savoir au pays qu'il compte « *clôturer la mise en oeuvre du pacte de solidarité entre les générations* ». Et le même jour, la FEB y répond à sa façon. Selon un communiqué de son président, le gouvernement doit : « *restaurer rapidement la confiance des investisseurs nationaux et étrangers à l'égard de notre pays, notamment en promouvant les intérêts notionnels* » Pour la confection du budget 2008: « *Le fil rouge de ce budget doit être de permettre aux entreprises de créer davantage d'emplois grâce à de nouvelles réductions de charges et à une amélioration de la flexibilité du marché du travail.* »

Et voilà que le gouvernement peut maintenant vanter de nouveau, auprès des entreprises étrangères, la Belgique comme « paradis des capitalistes ». ¹ Les services du Premier ministre vont dépenser 1,4 millions d'euros, à partir du 1^{er} mars, pour une campagne de promotion sur les cadeaux offerts par le gouvernement aux patrons de tout bord, par le biais des *intérêts notionnels*. « *Nous nous adressons en priorité aux patrons et aux directeurs financiers des entre-*

prises susceptibles d'investir en Belgique... Nous visons aussi les quatre grands bureaux mondiaux de conseil aux entreprises ». Voilà pourquoi il fallait absolument avoir un gouvernement. Toujours selon les services du Premier ministre, « *cette campagne était prévue de longue date. Faute de gouvernement, elle a été retardée de six mois. Il était temps de la lancer. D'autre part, elle fait partie de l'accord de gouvernement intérimaire.* » ²

Rappelons que le nouveau gouvernement annonce un trou à combler d'au moins 1,5 milliards d'euros pour le budget 2007, alors qu'en affaires courantes on avait prévu d'être dans le vert. La raison est que le cadeau qu'il était prévu d'offrir aux patrons par cette astuce des intérêts notionnels s'est élevé à 2,5 milliards d'euros, alors que « seulement » 0,5 milliards étaient prévus initialement. On calcule qu'avec les intérêts notionnels, le taux de taxation des entreprises a baissé de 34% à 26%. ³

La collaboration des « socialistes »

Le gouvernement Verhofstadt III a pu être mis sur les rails grâce à la collaboration du Parti « socialiste », autrefois le parti des travailleurs. Ces « socialistes » s'insurgent maintenant contre la pub de Verhofstadt. Mais la loi sur les intérêts notionnels a été approuvée en juin 2005, alors que tous les socialistes, PS et SPa, faisaient partie du gouvernement. D'ailleurs, le PS fait bon élève auprès du capital, aussi dans d'autres thèmes. Le 20 novembre, encore « dans l'opposition », il avait présenté à la Chambre un projet de loi pour imposer un prix maximum pour le gaz et l'électricité, projet rejeté évidemment par l'Orange-Bleue de l'époque. Maintenant Paul Magnette, le nouveau ministre PS du Climat et de l'Energie, veut bien « *demander amicalement aux distributeurs d'énergie de tempérer leurs prix* » ⁴

Service minimum versus « continuité des services publics »

Pour mener leurs attaques contre les travailleurs, le patronat et ses alliés gouvernementaux aiguisent leurs armes, avec la complicité des directions syndicales. Dans un accord récent au sein du groupe des dix, qui réunit représentants patronaux et syndicaux, ces derniers se sont engagés à faire respecter davantage le « gentlemen's agreement » (mars 2002), un accord qui vise à éviter à tout prix les grèves sauvages et à favoriser la concertation sociale dans les entreprises. Il s'agit de « rester sages », « d'éviter de porter préjudices aux entreprises » alors que les droits et les conditions de vie des travailleurs sont sur la ligne de mire. Si les directions syndicales avaient refusé de négocier un « service minimum », ils viennent d'accepter le changement sémantique proposé par Verhofstadt : il s'agit maintenant de négocier la « continuité des services publics ». Les discussions doivent débiter à ce propos le 13 février. Mais qui trompe qui dans ce jeu ? Les travailleurs ne seront pas dupes : « **service minimum** » ou « **continuité des services publics** », c'est NON !

« *ouvrir le fond mazout de chauffage à davantage de personnes* » et « *suivre l'évolution des prix et des coûts de production de produits énergétiques* ». ⁵ Entre-temps, Electrabel avait pu augmenter ses prix pour les ménages de 17% d'un seul coup en 2007, alors que l'entreprise avait fait 2,3 milliards de bénéfices en 2006, et cela sans payer le moins

dre impôt, grâce aux exemptions pour intérêts notionnels.

Le PS « dans l'opposition » avait promis aux 100.000 sans-papiers de Belgique de ne pas entrer dans un gouvernement « sans accord sur la régularisation ». Actuellement, dans le gouvernement, il laisse tranquillement mourir 150 grévistes de la faim... étant donné que « ce gouvernement n'est qu'intérimaire ». Rappelons d'ailleurs, ou plutôt laissons Patrick Dewael nous rappeler, que les « socialistes » n'ont pas de leçons à donner concernant le sort des sans-papiers : « *Messieurs Tobback et Vande Lanotte ont appliqué exactement les mêmes mesures avant moi et ils étaient socialistes à ce que je sache !* »⁶

D'autres cadeaux aux patrons

Un autre cadeau aux patrons est l'entrée en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 2008, d'un nouveau système de rémunération. Alors que les travailleurs n'ont aucune ingérence sur la marche d'une entreprise, ils deviennent responsables s'il y a moins de bénéfices. S'il n'est, dans un premier temps, pas prévu que ce « bonus salarial » remplace une partie du salaire, il est à craindre qu'à l'avenir celui-ci fasse entièrement partie de la rémunération qui deviendrait dès lors dépendante des résultats de l'entreprise. Il n'est pas étonnant que les patrons s'en réjouissent : « *La FEB a toujours souhaité ce genre de système parce que, comme en France et aux Pays-bas, nous avons toujours un urgent besoin d'un peu plus de souplesse dans la formation du salaire.* » D'autre part, il s'agit, toujours selon la FEB, de « récompenser la loyauté du travailleurs vis-à-vis de son employeur ». Ce qui est plus inquiétant, c'est que cette nouvelle flexibilité a été concoctée et approuvée **par les syndicats**, au sein du « groupe des dix ». Le « bonus salarial » n'apportera rien au pouvoir d'achat des travailleurs mais il risque, au contraire, de mener à davantage d'exploitation et de concurrence entre les travailleurs pour mieux servir les patrons.

Pendant des mois, on a parlé de régionalisation, et on voulait nous

faire croire que le grand problème des belges, toutes classes confondues, était le manque de nomination de trois bourgmestres ou les élections à BHV. Tout cela est remis à plus tard, et on s'occupe du principal, la régionalisation pour mettre en concurrence les régions, et surtout les travailleurs entre eux, au profit des grandes entreprises. La régionalisation touchera les conventions collectives de travail. Un seuil minimal et maximal serait fixé et, ensuite, les patrons pourront renégocier au niveau régional une pression accrue sur les conditions de travail et faire jouer la concurrence entre les travailleurs selon les régions. La chasse aux chômeurs et les allocations de chômage seront partiellement régionalisées, afin de renforcer le contrôle et la mise à l'emploi forcée (sous peine de suppression des allocations).



Le 15 décembre, à Bruxelles

Concernant les services publics, leur privatisation, déjà en cours, va se poursuivre. Sous le couvert de la « modernisation » des « services d'intérêts généraux », La Poste, la SNCB et le secteur de l'énergie sont coupés en morceaux afin de faciliter leur privatisation, et le service universel à la population tend à disparaître.

En matière de justice, c'est le renforcement de l'Etat policier qui est à l'ordre du jour : construire plus de prisons, poursuivre toutes les

« incivilités »,...C'est une réponse répressive qui est avancée, au lieu de financer l'éducation, les services sociaux et des services de santé de qualité. L'« alerte terroriste » lors des fêtes et du Nouvel An illustre bien le climat de plus en plus sécuritaire qui est propice à de nombreuses réformes, comme « le plan national de sécurité » donnant une plus grande liberté d'action à l'Etat à l'encontre de nos droits démocratiques. La liberté d'expression est particulièrement visée par les lois antiterroristes, comme l'illustre l'acharnement de la justice contre des militants de gauche, en particulier récemment Bahar Kimyongour ou Thierry Delforge.

Enfin, Verhofstadt avait promis de poursuivre les guerres menées par l'armée belge à l'étranger. Les premières décisions en ce sens sont déjà tombées, voir notre article en page 15.

Et les travailleurs ?

Entre-temps, les travailleurs avaient d'autres chats à fouetter. Le 15 décembre, après des manifestations un peu partout dans le pays, les syndicats en front commun les ont appelés finalement à descendre dans les rues de Bruxelles. Personne n'arborait un drapeau belge, personne ne criait qu'il fallait « sauver l'unité du pays ». Mais, dans les deux langues, on s'insurgeait contre la baisse du pouvoir d'achat. Depuis lors, les premières

statistiques sur 2007 ont déjà commencé à confirmer *notre* crise. En décembre, les ménages ont acheté 6% moins d'aliments.

Les journaux répètent instamment que l'« économie » est en crise, que des banques risquent de faire faillite, que les indices boursiers sont en chute libre, que la « récession » menace de s'installer aux Etats-Unis et que cela pourrait être contagieux pour « notre » économie. Mais cela fait un siècle et demi que Marx a déjà prévenu que c'est le sort inéluctable de l'économie capitaliste, basée sur le profit d'une minorité qui dispose des usines ainsi que sur des gouvernements à son service. On nous répète que les travailleurs doivent gagner moins pour « sauver les entreprises », au lieu de dire que c'est pour garantir les bénéfices de cette minorité, propriétaire des entreprises. On nous dit que c'est à cause du prix du pétrole. Mais ce ne sont pas les travailleurs qui ont envahi l'Irak et qui intensifient la guerre un peu partout sur le globe. Par contre, on a répondu à cette hausse en éliminant le pétrole de l'indexation des salaires !

Le président du CD&V, Jo Vandeurzen, déclare que « *pour augmenter le pouvoir d'achat, il n'y a qu'une solution : c'est de travailler plus, plus dur et plus longtemps.* »⁷ Les travailleurs ne l'entendent pas de cette façon. Ils se mobilisent parce qu'ils savent que ce n'est que la lutte qui paye. Après la grève des travailleurs des sous-traitants, les travailleurs de Ford sont entrés en grève le 17 janvier et ont obtenu des concessions. Il y a eu des débrayages chez DHL et Marine Harvest.

Les travailleurs de Opel participent à ce regain des luttes. Fabricom GTI - Liège et Charleroi leur ont emboîté le pas avec 48 heures d'arrêt. Les travailleurs de Tenneco Saint-Trond ont obtenu une belle victoire : chaque année, des intérimaires se verront proposer des contrats temporaires et des temporaires recevront un contrat à durée indéterminée. Les travailleurs de Johnson Controls à Geel, qui réalise des sièges de voitures pour Opel Anvers et Audi Forest, sont parvenus à briser le carcan de la norme salariale, avec une augmentation qui la dépasse, après deux jours de grève. D'autres entreprises de sous-traitance pour l'industrie automobile ont pris le même chemin.

Les patrons reviennent à la charge avec des astreintes unilatérales contre les piquets de grève. Face à la lutte des sans-papiers, avec des grèves de la faim qui se multiplient, le gouvernement reste de marbre. Mais les luttes continuent.

Après la manifestation du 15 décembre, la secrétaire générale de la FGTV, Anne Demelenne, a déclaré qu'il faut « *maintenir la pression* ». Dans l'éditorial de janvier du journal de la FGTV, la direction se félicite d'avoir contribué à ce que l'augmentation du pouvoir d'achat soit « au programme du gouvernement » et se limite à regretter les déclarations négatives de Verhofstadt concernant le manque de moyen budgétaire. Mais face à la combativité accrue des travailleurs ces dernières semaines, qu'attendent les directions syndicales pour unifier ces luttes, pour lancer un grand plan de lutte national, pour préparer une

grève générale qui permette d'unir tous les travailleurs du pays dans la vraie lutte pour le pouvoir d'achat ? Pour cela, il faut arrêter cette concertation dans les coulisses « à l'abri des caméras », qui n'amène qu'à négocier « le moins pire » pour les travailleurs au lieu de résister et de combattre contre ces politiques dévastatrices, dans une confrontation claire et nette, classe contre classe.

Chaque lutte doit être le point de départ d'autres, pour exiger la défense de nos droits à tous. Nous devons exiger de nos syndicats qu'ils organisent des assemblées pour discuter d'un plan de lutte national vers une grève générale contre les mesures du gouvernement, pour la réincorporation du prix du pétrole dans l'Index et pour l'augmentation générale des salaires.

Les directions syndicales doivent reprendre le chemin des grandes luttes contre le Plan Global, contre le « pacte des générations », pour « le pétrole dans l'index », mais cette fois pour gagner, et pour avancer vers des conquêtes historiques, qui mettent le système capitaliste lui-même en cause, pour que les travailleurs prennent le pouvoir en leurs propres mains !

¹ K. Marx en 1869

² Le Soir 05/02/2008

³ www.droitbelge.be/news_detail.asp?id=307

⁴ De Standaard 04/01/2008

⁵ Le Soir 07/01/2008

⁶ La Dernière Heure - 13/01/2008

⁷ www.voka.be

⁸ Programme de la Ligue Communiste des Travailleurs - voir notre site

**Mobilisons-nous pour augmenter le pouvoir d'achat !
Non à la privatisation des services publics !
Pour un plan de lutte national vers une grève générale !
Pour une augmentation générale des salaires et des allocations sociales !
Le pétrole dans l'Index !**

**Flamands, Wallons et Bruxellois, avec et sans emploi, avec et sans papiers, unissons-nous
contre les attaques des patrons et de leur gouvernement !**

« La lutte doit partir du combat patient mais incessant contre le concept généralisé de "crise" tel qu'il est avancé par les patrons, le gouvernement et les directions syndicales. La crise du capitalisme n'est pas une calamité de la nature sur laquelle l'homme n'aurait pas de prise. Elle est inhérente aux contradictions internes du système et ne peut que donner lieu à une lutte acharnée de ceux qui détiennent les entreprises contre ceux qui n'ont pas d'autre choix que de vendre leur force de travail pour faire fonctionner ces entreprises. »⁸

Interview avec un gréviste de la faim

Peux-tu te présenter et expliquer comment tu t'es lancé dans cette action.

Je suis un sans-papiers qui vit ici depuis 1996. Ici en Belgique, j'ai travaillé dans un magasin de tissu, 14 heures par jour et je gagnais 25-30 euros. C'était vraiment des mauvaises conditions de travail : pas de sécurité et tu travaille comme un esclave. La situation des sans papiers est très grave, on vit toujours dans la peur, sans droits. On travaille la nuit, on est dans tous les secteurs, le bâtiment, l'HORECA, le nettoyage...Après 6 ans, j'ai commencé à revendiquer mes droits. D'abord un jour de repos, augmenter mon salaire – parce que 30 euros c'est rien, et il à refusé. Ensuite, il m'a mis dehors.

Et depuis 2006, jusqu'à maintenant, je suis en combat avec les sans papiers. On se réunit, on organise des manifestations pour revendiquer nos droits mais, jusqu'à maintenant, il n'y a rien. Le gouvernement à fait un accord sur l'immigration, mais il n'y à rien pour nous. C'est pourquoi on a décidé de faire cette action, la grève de la faim depuis 13 jours maintenant. C'est pour mettre la pression sur le prochain gouvernement pour qu'il fasse une régularisation pour tous les sans papiers. Car il n'y a pas que 150 ou 300 sans papiers mais il y en a 150.000.

Quelles sont vos revendications ?

On veut mettre la pression sur le ministre de l'Intérieur qui nous laisse dans la détresse. Il n'y a pas encore de liste précise mais il faudra encore la faire et que tous les gens puissent la voir. Il ne faut pas que quelqu'un soit exclu de la liste comme à Saint-Boniface. Ce sera les grévistes mais aussi les militants qui bou-

gent. Si tous font la grève de la faim, qui va bouger à l'extérieur ?

Combien êtes vous à faire cette action ?

Il y à plus de 150 occupants dont la majorité est en grève de la faim. Il y a presque 19 communautés : des marocains, des tunisiens, des algériens, des égyptien, des guinéens, des équatoriens, des congolais,...

Il y a aussi des familles avec leurs enfants. Il y a aussi des femmes sans enfants.

Etes vous suivi par des médecins ? Car c'est une méthode de lutte qui requiert un suivi médical.

Les médecins viennent s'il y a des cas graves, si quelqu'un tombe ou si quelqu'un à mal à cause de sa grève, alors il y a une ambulance qui vient. Sinon des médecins viennent 2 fois par semaine voir les femmes et les familles et les cas graves. Mais il n'y à pas assez de médecins. C'est une grande occupation ici. Il faudrait au moins 20 médecins. Mais nous sommes en contact avec le CPAS pour demander que chacun aie une carte d'aide médicale urgente comme cela les médecins viendrons s'occuper de tous les occupants. Car si t'as pas cette carte, tu n'a rien. Actuellement, il y a de l'aide mais seulement pour les cas graves, si quelqu'un tombe par terre.

Est- ce que vous recevez un soutien du syndicat ?

Oui, ils apportent de l'eau, thé, gobelets. Ils ont donné des matelas.



Soutenir la grève de la faim et les mobilisations

Certains parlementaires (Ecolo, CdH, PS) nous promettent depuis plus de 4 ans qu'ils veulent une solution pour les sans papiers... Mais il n'y a toujours rien. Ce ne sont que des blabla pour garder la confiance des sans-papiers et dévier le mouvement vers une voie sans issue, c'est-à-dire la confiance dans le Parlement. En réalité, aucun de ces partis ne veut la régularisation des sans papiers. Ces partis protègent les intérêts des patrons, de la bourgeoisie, qui tirent un profit énorme de l'exploitation des travailleurs sans papiers.

Il y a 150 sans-papiers qui ont choisi la méthode de la grève de la faim, pour essayer d'avoir des papiers. Même si nous considérons que ce n'est pas le moyen le plus approprié, nous soutenons et nous défendons de toutes nos forces ces camarades, et nous responsabilisons exclusivement le gouvernement et son ministre Dewael pour les conséquences néfastes que cela peut entraîner pour la santé et la vie des camarades. Cette action doit s'inscrire dans la lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers, et elle ne peut donner lieu à aucune discrimination, aucune exclusion : la liste doit être publique, c'est-à-dire visible par tous, et ouverte aux personnes qui ne font pas la grève de la faim mais qui veulent contribuer à cette lutte.

Tout le mouvement des sans-papiers, tous ceux qui cherchent sincèrement l'unité dans la coordination, doivent soutenir activement cette lutte. Le soutien matériel de la CSC et de la FGTB est particulièrement important, et ce soutien doit aussi se manifester au-delà de cette aide, par des mobilisations et des interventions sur les lieux de travail afin de lutter, travailleurs avec ou sans papiers, tous ensemble, pour la régularisation de tous. De la même façon que le mouvement ouvrier s'oppose farouchement contre toute discrimination selon la race ou le sexe, doit-il s'opposer sans réserve contre la discrimination entre travailleurs selon le lieu de naissance et organiser la lutte dans ce sens.

**Soutien aux grévistes de la faim !
Arrêt des expulsions et suppression
des centres fermés !
Mobilisation unitaire
pour exiger la régularisation
de TOUS les sans-papiers !**

Angleterre :

Les Syndicats et la Communauté en défense des Sans-papiers

En mars 2007, l'organisation *No One is Illegal* (personne n'est illégal) a organisé une conférence à Liverpool. Plus de 100 syndicalistes y ont participé. Le secteur de Finsbury du syndicat RMT (Rail, Maritime and Transport Workers - travailleurs du transport par chemin de fer et maritime) appelle maintenant à une nouvelle conférence qui doit avoir lieu à Londres en mars 2008. Voici des extraits de leur appel (texte complet sur notre site www.lct-cwb.be).

Le slogan bien connu « *Travailleurs du monde entier, unissez-vous* » veut dire exactement ce qu'il dit. Il ne dit pas « *Seulement les travailleurs avec les papiers en ordre, unissez-vous* ». [...]

Durant les trois dernières décennies, les syndicalistes ont fait une avancée importante dans le combat contre le racisme. Il est maintenant considéré comme légitime de soutenir ceux qui sont menacés de déportation, mais le mouvement syndical n'a pas encore vu le besoin d'un combat global contre les contrôles que leurs membres sont parfois obligés de mener.

* Ils divisent les travailleurs entre « légaux » et « illégaux », et sapent les salaires et les conditions de travail.

* Ils criminalisent les patrons qui embauchent des travailleurs dits « sans-papiers » et transforment les employeurs en espions du Ministère de l'Intérieur.

* Ils transforment des milliers de syndicalistes en agents de contrôle, en leur demandant de vérifier le statut migratoire d'autres travailleurs et de contrôler si ceux-ci disposent des pa-

piers corrects. Pratiquement toute aide sociale - logement, accès à l'hôpital, allocations - est liée au statut migratoire. Le résultat est que les travailleurs dans les bureaux régionaux, dans les services médicaux et dans les agences d'allocations, doivent maintenant contrôler le statut migratoire.

Il ne s'agit pas seulement de mettre en place la Conférence. Les attaques contre les migrants ont déjà lieu dès maintenant. Le besoin de défendre les gens et d'engager le combat ne peut attendre la fin du mois de mars 2008. Nous voulons donc, en même temps que nous mettons en place la Conférence, construire un réseau de gens qui peuvent répondre à ces attaques ou développer une réponse. Cela vaut, spécialement, maintenant que l'Office des Frontières et de l'Immigration et les employeurs vont commencer à mettre en oeuvre « les nouvelles forces pour prévenir le travail d'immigrants illégaux en Grande Bretagne », comme prévu dans la Loi sur l'Immigration, l'Asile et la Nationalité de 2006.

Italie :

Solidarité avec les immigrants de Bangladesh

Les immigrants du Bangladesh en Italie ont installé un campement face à la Basilique de la place San Giovanni à Rome, pour obtenir la possibilité d'aller aider leurs concitoyens victimes du cyclone qui a ravagé ce pays, avec la garantie de pouvoir retourner en Italie, étant donné que beaucoup d'entre eux sont sans papiers. Le 9 janvier, ils ont appelé à une manifestation qui a réuni 10.000 personnes. Le 17 janvier, les gardes du bourgmestre « démocratique » Veltroni les ont menacés, avec des propos racistes : « Vous pouvez appeler y compris le

président de la république, mais en ce moment, nègres, vous devez déloger ce lieu. C'est un ordre du bourgmestre. Sinon, nous appelons la police et nous vous faisons arrêter tous ». Leur association, Dhuumcatu, membre du « Comitato Immigrati in Italia », demande la solidarité avec leur lutte.

(Lire le témoignage du Parti d'Alternative Communiste, la section italienne de la LIT-QI, sur notre site www.lct-cwb.be)

Maroc :

Pour une plate-forme internationale des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile

Le Forum Social Mondial de janvier 2008 a eu lieu de façon décentralisée. Celui du Maroc c'est tenu du 25 au 27 janvier sous le thème « Marche des mouvements sociaux vers un Maghreb des peuples et pour un monde meilleur », avec la participation des représentants de plus de 700 organisations non gouvernementales et associations actives dans le domaine de la défense des droits humains. Le 25 janvier, alors que les travaux du forum étaient en cours, des arrestations de migrants ont été opérées à Rabat. Cela n'a fait que renforcer l'intérêt pour un des thèmes principaux du Forum, celui de la migration. Les réfugiés, demandeurs d'asile, migrants et les acteurs des organisations de soutien aux migrants venant de l'Europe, de l'Amérique et de l'Afrique ont tenu dans ce cadre une Assemblée des Migrants le 27 janvier 2008 à Bouznika, qui a pris l'initiative d'une action coordonnée au niveau international.

La Ligue Communiste des Travailleurs invite les organisations de Sans-Papiers en Belgique à rejoindre cet effort de coordination internationale des luttes, une coordination plus que jamais nécessaire, étant donné que la politique néo-libérale d'exploitation accrue de la main d'œuvre migrante est aussi menée à une échelle qui dépasse largement nos frontières.

Voici le communiqué final de l'Assemblée des migrants :

Après des échanges, des analyses et de partage d'expériences, nous, participants de cette Assemblée ;

Considérant l'incrimination, les violations massives de droits et libertés fondamentaux et les atteintes à la dignité humaine, dont sont victimes les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, tant dans les pays d'accueil et dans les pays de transit,

Considérant les arrestations des migrants le 25 janvier 2008 à Rabat, alors que se déroule le Forum Social Marocain à Bouznika ;

1. Dénonçons les pratiques d'arrestation, de rétention, d'enfermement, de refoulement et d'exploitation des migrants, réfugiés et demandeurs d'asile.
2. Rejetons les politiques et accords entre les pays du Nord et du Sud sur les migrations.
3. Exigeons :
 - a. La liberté de circulation et d'établissement partout et pour tous.
 - b. Le respect et l'application des conventions et traités internationaux et régionaux sur les migrations.
 - c. La régularisation de tous les sans papiers.
4. Décidons :
 - a. La mise en place d'une plate-forme internationale des migrants, des réfugiés et des demandeurs d'asile.
 - b. L'appropriation par les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile des journées internationales ; notamment le 08 mars, le 20 juin, le 10 décembre et le 18 décembre pour les grandes mobilisations sur les questions des migrations et des droits d'asile.
 - c. La mise en synergie des actions communes et concertées entre les acteurs du Nord et du Sud.

Fait à Bouznika, le 27 janvier 2008.
L'ASSEMBLEE DES MIGRANTS



700.000 Palestiniens ont passé la frontière de la Bande de Gaza avec l'Egypte



Un trou dans la politique d'Israël et de l'impérialisme

Appui et solidarité avec la lutte du peuple palestinien !

Déclaration de la LIT-QI

Ces derniers jours, des centaines de milliers de Palestiniens de la Bande de Gaza ont démolé les passages frontaliers avec l'Egypte et sont entrés massivement dans ce pays pour acheter des aliments, des médicaments et d'autres éléments indispensables, qui leur manquaient suite au blocus israélien serré à ce territoire. On estime qu'environ 700 000 personnes, du million et demi d'habitants de Gaza, y ont participé.

Cette action, née de l'urgente nécessité de survie, a en même temps une claire signification de lutte et, dans les faits, a signifié un important triomphe, bien qu'il soit partiel, pour rompre le blocus israélien et ses objectifs. Comme le signale l'article de Steven Erlanger dans le *New York Times*, l'action « *a aussi ouvert un grand trou dans la politique israélienne, soutenue par Washington, de faire pression sur la population de Gaza dans l'espoir qu'elle se lève contre le Hamas* ».

La LIT-QI salue ce triomphe du peuple palestinien qui, une fois de plus, a montré son héroïsme et sa capacité de mobilisation, même dans les pires conditions, pour mettre en échec les différents plans élaborés constamment par l'impérialisme et Israël – avec la complicité d'une partie importante des organisations palestiniennes et des gouvernements arabes - pour liquider leur lutte pour la récupération de leur territoire historique, usurpé par Israël.

La crise des accords d'Oslo

La situation actuelle commence avec le triomphe du mouvement islamique Hamas lors des élections législatives de l'ANP (Administration Nationale Palesti-

nienne), au début de 2006, quand il a mis largement en échec les candidats de l'organisation Al Fatah, du président de l'ANP, Mahmud Abbas.

Ce résultat électoral a mis en crise la politique des Accords d'Oslo, dans lesquels Al Fatah et l'OLP ont reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et ont légalisé son usurpation de la Palestine. En échange, ils recevaient la promesse de la création d'un « futur Etat palestinien », en réalité, de petits territoires isolés et sans possibilité réelle d'autonomie, dans le style des bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid. Le résultat électoral a montré le rejet majoritaire de cette politique par le peuple palestinien et l'usure profonde de la direction de Mahmud Abbas et Al Fatah, transformée maintenant en agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Face à cette situation, Israël, l'impérialisme et Abbas ont retenu les fonds de l'aide internationale et les impôts locaux collectés par Israël dans les territoires palestiniens, indispensables pour le fonctionnement de ceux-ci, cherchant à étrangler financièrement le gouvernement du Hamas. Même lorsque la direction de cette organisation acceptait une trêve de fait avec Israël, ils voulaient encore l'obliger à capituler complètement et à accepter les accords d'Oslo. En même temps, Abbas et Al Fatah ont armé une force militaire croissante pour réprimer les Palestiniens et attaquer le Hamas, ses dirigeants et ses députés.

Gaza : territoire palestinien indépendant

Malgré les tentatives conciliatrices du Hamas, qui appelait à former un « gouvernement d'unité nationale

» avec Al Fatah vers le milieu de 2007, la situation a dérivé dans des confrontations ouvertes entre les deux forces et dans un coup d'Etat organisé par Abbas pour faire refluer le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement.

Face à la préparation de ce coup bonapartiste, soutenu par l'impérialisme et Israël, il y a eu une réaction des masses de Gaza qui ont poussé le Hamas à expulser l'appareil militaire d'Abbas et la police d'Al Fatah de ce territoire. Cela a été un triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont ainsi libéré Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en le transformant en un territoire palestinien indépendant.

Cette situation était totalement intolérable pour Israël et son rôle d'Etat militaire gendarme dans la région. C'est pourquoi, il a d'abord attaqué militairement le territoire, pour détruire son infrastructure de génération d'électricité et d'approvisionnement en eau. Ensuite, il a établi un blocus strict pour empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Cette politique avait un objectif très clair : mettre en échec, à tout prix, la résistance du peuple de Gaza et l'obliger à se rendre.

La politique du sionisme contre les Palestiniens rappelle celle des nazis contre les Juifs

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, qui peut être qualifiée de génocide, ne doit pas nous surprendre puisqu'elle a son origine dans l'essence même de l'Etat d'Israël. D'une part, il s'agit d'une **enclave impérialiste** dont la création a signifié l'usurpation du territoire palestinien historique, avec des méthodes extrêmement violentes, et l'expulsion de centaines de milliers de ses habitants, en 1948. D'autre part, c'est un **Etat gendarme au service de l'impérialisme**, armé jusqu'aux dents pour attaquer les peuples arabes, spécialement les masses palestiniennes. En ce sens, ce blocus génocide n'est que la continuité des nombreux crimes qu'Israël a commis durant ses 60 années d'existence.

La politique israélienne rappelle, sous plusieurs aspects, la politique que les nazis ont eue vis-à-vis des Juifs, pendant la Seconde Guerre mondiale, spécialement la création du ghetto de Varsovie qui a mené à son soulèvement contre l'occupation nazie en 1943. Par une ironie cruelle de l'histoire, le sionisme a fait que les descendants de ces héroïques Juifs de Varsovie appliquent aujourd'hui cette même politique nazie contre un autre peuple opprimé, les Palestiniens.

La crise des accords d'Annapolis

Il y a toutefois une différence fondamentale entre les deux processus : alors que le soulèvement du ghetto de Varsovie a été totalement écrasé et mis en échec, la lutte des Palestiniens, même si elle n'a pas encore atteint son objectif historique de récupérer pleinement leur terre, obtient des triomphes partiels, comme celui de la rupture du blocus sur la frontière avec l'Egypte,

des triomphes qui vont provoquer la crise des différents plans que l'impérialisme et Israël essayent d'appliquer dans la région.



En ce sens, par exemple, avec la rupture de la frontière, les accords récents d'Annapolis (une ville aux Etats-Unis) entre Israël et Mahmud Abbas - avec l'approbation du gouvernement de George W. Bush et l'ap-

pui complice de presque tous les gouvernements arabes - qui essayaient de reprendre le chemin des Accords d'Oslo dans un nouvelle manœuvre contre le peuple palestinien, paraissent être entrés en crise, et très rapidement,

Israël n'est pas seul

L'Etat sioniste n'est pas seul pour poursuivre sa politique criminelle et génocide. Outre le soutien inconditionnel du gouvernement des Etats-Unis, qui définit Israël comme son « allié stratégique », et la complicité fantôme d'Abbas et du Fatah, il a aussi l'appui de fait des pays impérialistes européens et de l'ONU.

L'Union Européenne, le principal partenaire commercial d'Israël, et l'ONU, toujours disposées à soutenir et à entériner les actions et les invasions militaires impérialistes, comme en Afghanistan, en Iraq ou en Haïti, ont gardé jusqu'à présent un silence absolu face au blocus de Gaza, un silence qui ne peut pas être qualifié autrement que comme de la complicité avec la politique criminelle israélienne.

L'Egypte : une pièce maîtresse de la politique sioniste-impérialiste se détériore

L'autre pièce maîtresse de l'« opération bouclage » israélienne était l'action de l'Egypte, qui devait garantir sa frontière avec le sud de la Bande de Gaza. Mais, avec une intuition correcte, les masses palestiniennes, dirigées par le Hamas, ont rompu l'encerclement dans son « point faible », en démolissant les murs et les points de contrôle de la frontière. L'armée égyptienne, qui a initialement échangé des tirs avec la milice du Hamas, a par la suite été réticente pour réprimer les milliers de personnes qui entraient dans le pays. En même temps, les habitants et les commerçants égyptiens de la péninsule du Sinaï se sont montrés prêts à recevoir et à aider le peuple palestinien.

Ces faits ont provoqué en Egypte une crise politique dont l'importance dépasse la rupture du blocus. Entre 1948 et 1973, ce pays, le plus grand du monde arabe, gouverné par un courant militaire nationaliste bourgeois, le nassérien, a dirigé la lutte des peuples arabes contre Israël. Après la défaite de 1973 dans la guerre contre Israël, le nassérisme a commencé à tourner de plus en plus à droite. En 1978, Anwar el-Sadat, le

successeur de Nasser, a signé à Camp David (Etats-Unis) un accord avec le gouvernement israélien, qui reconnaissait l'existence d'Israël et renonçait à la lutte pour récupérer la Palestine pour le peuple arabe.

Actuellement, l'Égypte est régie par la sanglante dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, qui reçoit des Etats-Unis une aide annuelle de 2 milliards de dollars (la plus grande après l'Israël) pour rompre l'unité des peuples arabes dans la lutte contre Israël et « fermer l'étau » sur la Bande de Gaza.

Il est donc logique que le gouvernement de Mubarak reçoive de dures récriminations d'Israël et de l'impérialisme pour ne pas jouer le rôle qui lui est assigné, et qu'on exige de lui. Ceci n'est apparemment pas facile, malgré sa volonté de le faire, à cause de la crise que cette situation provoque dans l'armée égyptienne, et des sympathies de la majorité de la population pour les Palestiniens.

De fait, à partir de la rupture de la frontière, le problème palestinien est entré de plein pied dans la politique interne égyptienne. La politique pro-impérialiste de Mubarak est davantage mise en question et il y a eu des mobilisations d'appui aux habitants de Gaza. C'est-à-dire, l'usure du gouvernement augmente parce que ceci s'ajoute aux problèmes qu'il doit déjà affronter, comme la vague de grèves ouvrières que le pays a vécue durant les dernières années. Autrement dit, avec la crise de la dictature de Mubarak s'accélère la détérioration d'une des pièces maîtresses de la structure politique de l'impérialisme et du sionisme dans la région.

Encore une fois le problème de fond : la nécessité de détruire l'Etat d'Israël

Face au blocus criminel de la Bande de Gaza, nous sommes d'accord sûrement avec la majorité de la gauche mondiale, y compris probablement une partie de la gauche israélienne, sur la nécessité de mettre en échec ce blocus et d'exiger d'Israël sa fin. En ce sens, la LIT-QI lance un appel pour mettre en oeuvre une grande campagne unitaire de mobilisations pour cette exigence, dans un autre article de cette même édition de *Courrier International*.

De pair avec cette action unitaire, les événements de Gaza mettent de nouveau au premier plan le débat sur la question de la solution de fond pour la situation de

conflit permanent en Palestine-Israël. La LIT-QI continue à affirmer que la seule solution est la destruction d'Israël qui, par son caractère d'enclave coloniale, d'usurpateur de la terre palestinienne, et d'Etat gendarme de l'impérialisme, est l'origine permanente de cette situation de conflits, avec des méthodes de plus en plus cruelles et génocides. C'est-à-dire, il n'y a aucune possibilité que le peuple palestinien obtienne la libération de sa terre et qu'il y ait de la paix dans la région, sans expulser l'occupant sioniste, de la même manière qu'il n'y avait pas d'autre alternative que de détruire l'« Etat de l'apartheid » en Afrique du Sud ou de liquider l'Etat nazi en Europe lors de la Seconde Guerre mondiale.

Une action conjointe très importante

La politique génocide du gouvernement d'Israël a commencé à provoquer la réaction d'un secteur de personnalités et d'organisations de la gauche israélienne. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il y a eu une marche conjointe d'activistes israéliens et palestiniens vers le Passage Erez, sur la frontière nord de la Bande de Gaza avec Israël, pour réclamer la fin du blocus et amener des aliments et des médicaments pour ses habitants.

Il est évident que, pour le moment, il s'agit de l'expression d'un secteur encore très petit de la société israélienne, puisque sa grande majorité, jusqu'à présent, soutient la politique de « main dure » avec les Palestiniens. Mais de toute façon, c'est un fait d'importance énorme parce qu'il représentera, s'il s'étend, un autre « trou » dans la politique du sionisme.

C'est pourquoi, nous revendiquons le mot d'ordre constitutif de l'OLP, aujourd'hui abandonné par la grande majorité des organisations de la gauche, de combattre pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste, où peuvent coexister en paix les Palestiniens et les Juifs qui sont prêts à le faire et où peuvent retourner les millions de réfugiés et d'émigrés palestiniens, expulsés par Israël depuis 1948.

Toutefois, nous répétons que cette Palestine ne pourra pas être obtenue sans détruire l'Etat d'Israël. C'est une tâche que la défaite de l'armée sioniste au Liban et la rupture du blocus à Gaza, ajoutées à la crise politique croissante en Israël-même et à la détérioration de la poli-

tique impérialiste pour l'ensemble du Moyen Orient, mettent de plus en plus à l'ordre du jour comme actuelle et possible. Ceci, à condition d'obtenir l'unité des masses palestiniennes et de l'ensemble des peuples arabes dans cette lutte, ainsi que l'existence d'une direction disposée à mener cette tâche jusqu'à la fin.

La politique du Hamas

A partir de cet appui inconditionnel à la lutte du peuple palestinien, nous voulons analyser plus profondément la politique du Hamas, l'organisation que nous reconnaissons comme étant la direction des masses palestiniennes de la Bande de Gaza.

Cette politique a eu des contradictions profondes. D'une part, le Hamas a répondu correctement, avec des actions de lutte, aux agressions récentes du sionisme et de leurs agents palestiniens et arabes (Abbas, Al Fatah et le gouvernement égyptien), en libérant

d'abord la Bande de Gaza, à partir d'où il continue à lancer des attaques avec des fusées contre Israël, et en rompant maintenant le blocus sur la frontière avec l'Egypte. Ces actions lui ont sûrement gagné un immense prestige auprès des Palestiniens et des peuples arabes.

Mais, en même temps, le Hamas a lancé des appels permanents à la conciliation avec Abbas et Al Fatah et il a montré sa disposition à accepter une trêve de fait avec Israël. C'est une politique destinée à obtenir un certain statu quo qui lui permet de participer au gouvernement des territoires de l'actuelle ANP ou, au moins, d'obtenir un mini-Etat dans la Bande de Gaza, dirigé par eux. Une politique qui montre, d'une part, le caractère bourgeois et les limitations profondes de la direction du Hamas.

D'autre part, il est totalement absurde de penser que la situation terrible des Palestiniens puisse être résolue en maintenant seulement le contrôle permanent de Gaza. Si l'histoire a démontré largement que les problèmes sociaux d'une nation économiquement arriérée ne peuvent pas être résolus dans les frontières nationales, cette perspective s'avère encore plus impossible à obtenir dans un petit territoire, presque sans base productive et sans infrastructure de services, comme la Bande de Gaza.

C'est pourquoi, la récupération de la totalité du territoire palestinien n'est pas seulement un objectif historique mais c'est aussi un premier pas indispensable pour commencer à résoudre cette situation, ce qui nous mène, sans alternative, à la nécessité de détruire

l'Etat d'Israël.

C'est cette perspective stratégique qui impose les tâches les plus urgentes. D'abord, il faut mettre en échec les agents d'Israël et de l'impérialisme dans le peuple palestinien, comme Abbas et Al Fatah. Deuxièmement, est faut appeler l'ensemble des peuples arabes à la lutte pour mettre en échec les gouvernements proimpérialistes de la région, spécialement, la dictature de Hosni Mubarak. De manière immédiate, cette mobilisation doit imposer au gouvernement égyptien l'ouverture permanente de la frontière avec Gaza et l'approvisionnement en aliments, médicaments et combustibles. Cette mobilisation doit également déboucher sur l'exigence nécessaire en direction des gouvernements comme celui de la Syrie, qu'ils cessent d'approuver des accords comme ceux d'Annapolis et qu'ils soutiennent de manière effective la lutte des Palestiniens.

La situation actuelle de la Bande de Gaza présente donc deux alternatives possibles. La première est que les triomphes partiels, comme la libération du territoire ou la rupture de la frontière avec l'Egypte, conduisent à un statu quo de coexistence temporaire, une situation qui, comme l'enseigne l'expérience, sera rapidement défaits par Israël et ses agents palestiniens, avec de nouvelles attaques. L'autre est que ces triomphes servent de stimulant et promeuvent une grande mobilisation conjointe des peuples arabes et musulmans, qui permettra d'avancer dans la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël.

Pour une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien

Dans une politique qui rappelle l'action des nazis, face au ghetto de Varsovie, le gouvernement israélien cherche, avec son blocus de la Bande de Gaza, que des milliers de Palestiniens meurent de faim ou de maladie, pour atteindre ses objectifs.

Nous ne pouvons pas rester passifs, face à cette nouvelle action génocide d'Israël dans la Bande de Gaza. C'est pourquoi, **il est nécessaire de développer une grande campagne internationale de solidarité et d'appui au peuple palestinien de ce territoire pour rompre le blocus et obliger Israël à le lever.** Nous croyons qu'il faut aussi **exiger du gouvernement égyptien qu'il ouvre de manière permanente la frontière avec Gaza et qu'il fournisse aux Palestiniens qui entrent au pays les éléments dont ils ont besoin pour survivre.**

La LIT-QI appelle aussi à exiger des gouvernements de tous les pays, qu'en réponse à l'action israélienne criminelle, ils décrètent un boycottage d'exportations à Israël, jusqu'à ce que cesse le blocus à Gaza. L'action



des organisations syndicales, décidant des actions en ce sens, est très importante.

Quelques premières manifestations ont déjà commencé à se développer en Espagne, avec des rassemblements et des manifestations qui auront lieu dans différentes villes du pays, ainsi qu'en Argentine et dans d'autres pays. Nous saluons aussi l'action conjointe réalisée

entre Palestiniens et Israéliens avec cette exigence. Nous devons étendre ces exemples à toute la planète.

Toutes les organisations ouvrières et de gauche, et celles qui se revendiquent comme démocratiques et humanitaires, doivent participer à cet appel pour rompre le blocus israélien et sauver la vie de milliers de Palestiniens.

**Brisons le blocus criminel israélo-égyptien !
Solidarité et appui au peuple de Gaza !**

Secrétariat International de LIT-QI
São Paulo, le 31 janvier 2008

La grève générale du 12 décembre

La grève générale du 12 décembre 2007 en Grèce fut l'expression dynamique de la rage et l'indignation accumulées qui croissent sans cesse parmi les travailleurs, la jeunesse et les pauvres. Elle a surpassé, de loin, les manifestations contre les mesures anti-sécurité sociale du ministre Giannitsis en 2001.

Voici des extraits d'un compte-rendu des camarades de OKDE-EP (www.okde.gr). On peut lire le compte rendu en entier sur notre site, www.lct-cwb.be.

Pas de marche arrière - La lutte continue **Grève générale pour écraser les projets anti-sécurité sociale du gouvernement**

Cette grève magnifique constitue un tournant dans le cours des luttes croissantes contre les politiques néolibérales, concrètement, des luttes qui sont nées avec la grève des dockers et ont continué avec le quatrième Forum Social Européen, la grève des enseignants, le mouvement des étudiants, la diminution de l'influence des partis bourgeois lors des récentes élections parlementaires.

2,5 millions de personnes partirent en grève et plusieurs centaines de milliers participèrent aux manifestations, lors de la mobilisation la plus importante sur le thème du travail depuis le tournant politique de 1974. La taille de cette mobilisation a surpassé, de loin, les manifestations contre les mesures anti-sécurité sociale du ministre Giannitsis en 2001. Des masses de gens de tous les âges et secteurs professionnels prirent part aux manifestations. A Athènes ils furent plus de 150.000, à Thessalonique plus de 30.000, tandis que des manifestations massives eurent lieu dans toutes les villes du pays. La participation des jeunes travailleurs - la « génération 700 euros » - fut significative et envoya un message fort : nous ne tolérerons pas ces conditions de travail moyennageuses.

Dans le bloc massif d'Olympic Airways [menacée de privatisation depuis des années], les employés, en uniforme, donnèrent le ton pour toute la manifestation à Athènes. On trouvait à leur côté les hôtesses licenciées, portant un calicot ingénieux représentant des barreaux de prison. Devant le calicot du Service Public d'Electricité se trouvaient les travail-

leurs du secteur aérien, portant une échelle qu'ils utilisèrent pour couvrir les « caméras-espions » dans les rues, à l'aide de sacs en plastique, en un geste symbolique. La rhétorique utilisée par le gouvernement, qui affirmait avoir reçu « un mandat populaire clair pour réformer le système de sécurité sociale », et les images de consensus social qu'il essaya de brosser, en promouvant le dialogue avec les syndicats, échoua. Les travailleurs se rendent compte de plus en plus des problèmes sociaux aigus et des culs-de-sac, même si la militance et l'auto organisation ne sont pas encore acquis. La bureaucratie syndicale, de son côté, ne peut pas vendre ce combat facilement du fait de la désapprobation massive des mesures contre la sécurité sociale, exprimée par les travailleurs et la militance durant la grève. En particulier, PA.S.K.E. (la fraction syndicale du parti socialiste PA.SO.K.) est obligé de tenir une ligne d'opposition, non pas, bien sûr, par sympathie pour les besoins des travailleurs, mais parce que la crise profonde du PA.SO.K ne lui laisse pas d'autre choix.

Après la grève grandiose du 12 décembre, nous savons que nous pouvons gagner. Pour cela, il faut poursuivre le combat avec la même intensité. L'attitude du Parti Communiste et sa fraction syndicale (PAME), qui tentent de cadrer la lutte en appelant à des manifestations distinctes et en prenant leurs propres « initiatives » spasmodiques dans le seul but d'afficher leur appareil, n'a d'autre effet que de diviser les travailleurs et de miner la lutte. A travers notre participation, nous devons

tenter d'imposer l'unité, de dépasser les divisions et les exclusions, d'isoler toute proposition de compromis. Nous devons organiser une résistance dure et continue sur chaque lieu de travail, dans chaque syndicat, chaque école, chaque quartier. Nous devons appeler à des assemblées générales partout, décider de nouvelles grèves, occupations et manifestations. Nous devons pousser les directions des fédérations de syndicats à appeler immédiatement à une nouvelle grève générale, avec la perspective d'une grève au finish dès l'introduction d'un projet de loi. Nous devons créer des comités de lutte pour que les travailleurs aient le premier et dernier mot sur le cours des mobilisations. Nous devons construire un front qui englobe l'entièreté des travailleurs, capable de résister efficacement et d'exiger :

- Aucune mesure contre la sécurité sociale des travailleurs ne passera. Abolition de toutes les lois contre la sécurité sociale des travailleurs.
- Retour de tout l'argent volé aux fonds des travailleurs. Paiement de la dette de l'Etat et des employeurs.
- Interdiction de spéculer avec les fonds de réserve des travailleurs.
- Sécurité sociale publique pour tous. Pension à 60 ans pour les hommes et à 55 pour les femmes, égale à leur dernier salaire.
- Salaire minimum de base à 1.400 euros. Travail stable à temps plein pour tous, semaine de 5 jours, 35 heures de travail par semaine et 7 heures par jour.

OKDE-EP - 08/01/200

UNE CRISE DE GOUVERNEMENT DANS « LE POULLAILLER DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE »

Les intérêts des propriétaires et ceux des travailleurs

Voici des extraits d'une déclaration du Comité Central du **Parti d'Alternative Communiste** (PdAC), la section italienne de la LIT-QI (voir la Déclaration complète sur notre site - www.lct-cwb.be).

Après presque deux années d'attaques sans précédent contre les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, les immigrés, le gouvernement Prodi



est peut-être arrivé à la fin de son parcours. La cause de la fin de ce gouvernement se résume en un choc interne entre des groupes politiques, secteurs et appareils de l'Etat bourgeois (magistrats et parlementaires) [...]. Cette crise politique se situe sur fond de crise financière mondiale et dans le cadre plus général de la pourriture de ce système qui, pour augmenter les bénéfices de quelques individus, continue à produire des massacres tant dans les usines que sur le front des guerres coloniales. [...] La conclusion dépendra de la résultante du choc qui a lieu dans ce Parlement, dont convient aujourd'hui plus que jamais la définition consacrée par Rosa Luxemburg de « poulailler de la démocratie bourgeoise ». [...]

La persistance de ce gouvernement permettrait à Prodi de mettre en pratique ces mesures de guerre sociale et de guerre militaire que l'impérialisme italien impose au gouvernement (le refinancement des missions militaires sera voté prochainement). Un gouvernement de transition continuerait avec ces politiques et servirait seulement à préparer de nouveaux mécanismes électoraux pour garantir au prochain gouvernement bourgeois une base parlementaire plus solide afin d'éviter ce genre d'accidents et de pouvoir mieux se concentrer sur son travail

anti-ouvrier. De nouvelles élections donneraient la victoire à un des deux pôles de l'alternance bourgeoise et à la constitution d'un exécutif qui, indépendamment de qui le dirige, reprendrait le témoin de Prodi et développerait les politiques sollicitées par les patrons pour faire payer la crise économique du capitalisme aux travailleurs. [...]

La grande bourgeoisie a soutenu dès le début ce gouvernement parce qu'elle savait qu'il peut développer une attaque violente contre les travailleurs sans produire une réaction sociale adéquate, au moyen du rôle d'amortisseur développé par les bureaucraties syndicales (CGIL en tête) et les bureaucraties social-démocrates (PRC, SD, PDCL, Verdi). Ce que la grande bourgeoisie préfère aujourd'hui n'est donc pas un retour de Berlusconi (auquel elle se conformerait toutefois, si nécessaire, comme elle a fait dans le passé), mais plutôt un esprit moins oscillant dans le poulailler parlementaire (grâce à une loi électorale différente) et, si possible, la remise en route de cette même formule de gouverne-

ment [...]. N'importe quel gouvernement convient aux patrons, pourvu qu'il soit capable de protéger les bénéficiaires des entreprises. Et la formule du centre-gauche s'est avérée jusqu'à présent être la plus efficace en ce sens, parce que, dans le jeu de l'alternance entre les deux pôles, c'est elle la meilleure. En tout cas, elle garantit à la bourgeoisie de gagner quoi qu'il en soit, comme un joueur de roulette qui pointerait en même temps sur le rouge et sur le noir, sur le pair et sur l'impair. [...]

Nous confirmons qu'aucune des solutions originaires du poulailler du parlementarisme bourgeois ne peut satisfaire les exigences, même immédiates, des masses populaires. [...] Le centre de gravité est dans la lutte de classes dans les rues et dans les lieux de travail, dans la reprise des conflits ouvriers qui ont été noyé durant ces deux années (avec une diminution historique des heures de grève) à cause de l'absence d'un grand syndicat de classe et d'un parti communiste avec influence de masse.

Il faut donc repartir des luttes et des expériences déjà en cours, d'opposition de classe au gouvernement, pour construire un grand syndicat de combat et non de concertation, et un parti communiste révolutionnaire. [...]

Comme PdAC, nous sommes disponibles, dans l'autonomie de notre projet révolutionnaire global, pour la constitution de blocs électoraux avec toutes les forces qui se placent stratégiquement hors des deux pôles de l'alternance bourgeoise et qui seront prêtes à construire une opposition de classe ferme et réelle à la bourgeoisie dans les lieux de travail, dans la rue et aussi dans le Parlement.

Rome, le 22 janvier 2008.

Face à la faillite claire des tentatives présumées de « conditionner » le gouvernement de la bourgeoisie, le groupe dirigeant de Refondation Communiste non seulement ne change pas de chemin mais persiste et signe, jusqu'à se déclarer disponible à soutenir avec Berlusconi un gouvernement dit « de transition », cette fois aussi, au nom d'un « grand virage réformateur » comme celui qui a pris fin hier entre les crachats des sénateurs.

L'inflation, les grèves et le théâtre électoral

Ces derniers temps, la politique des autorités consiste à vouloir nous convaincre que les élections sont la solution pour tous nos problèmes. Actuellement le pouvoir se partage entre deux ailes : la « Russie Unie » - 64% (avec l'aide du parti « libéral-démocrate » - 8%) et une misérable aile gauche, la « Russie Juste » avec 7%. A part cela, il y a la soi-disant « opposition responsable », le Parti Communiste (11%). Tous font partie d'un théâtre qui ne veut qu'une chose : nous manipuler. Avec ce

théâtre, le pouvoir essaye de dissimuler les problèmes urgents : l'augmentation des prix, la crise mondiale et son reflet en Russie. Ce sont des choses qui ne sont pas prévus dans le scénario et les autorités essayent de montrer qu'il s'agit de « détails techniques ». Mais la majorité de la population en a déjà souffert et continue à en souffrir. A la fin de 2007, le prix de plusieurs produits a augmenté de 50 à 100%. [...] Nous appelons toutes les organisations de gauche et les syndicats à unir les

forces dans le combat pour boycotter les élections, ainsi que pour l'indexation des salaires et la congélation des prix, et contre le régime de Poutine et ses réformes.

Lire l'article, d'un camarade du Parti Ouvrier Internationaliste, la section russe de la LIT-QI, sur notre site - www.lct-cwb.be

Afghanistan, Liban, Kosovo, etc.

Belgian go home !



Le vendredi 1^{er} février, le gouvernement « intérimaire » a décidé le déploiement à Kandahar, dans le sud-est de l'Afghanistan, de quatre avions de chasse F-16 ainsi que d'une centaine de militaires au sol que ce déploiement suppose. Ces avions y avaient été envoyés « pour assurer la sécurité du pays durant la période critique des élections de septembre 2005 ».¹ Maintenant cela devient plus clair. Si en 2005 l'intention était d'y rester quand même deux ans et demi, actuellement l'effort de guerre de la Belgique dans ce pays est prolongé et la contribution des contribuables est augmentée (de 24,5 millions d'euros en 2007 à 30 millions en 2008). Si au début, les troupes belges s'occupaient de l'aéroport de Kaboul, loin des combats sur le terrain, actuellement elles rejoignent les troupes néerlandaises et canadiennes sur le terrain, 400 kilomètres plus au sud de Kandahar.² Le nouveau Ministre de guerre, De Crem, peut se féliciter

de donner suite finalement à « une demande qui est en suspens depuis de longs mois ».³ Effectivement, en 2004, quand Louis Michel était encore aux Affaires Etrangères, il affirmait à son homologue nord-américain, Colin Powell, que malgré l'absence de la Belgique en Irak celle-ci faisait bien ses devoirs, en particulier au Congo, au Kosovo et en Afghanistan, et il promettait qu'il allait doubler le nombre de troupes engagées dans ce dernier pays. « Les relations entre l'Europe et les Etats-Unis retournent définitivement à la normale, en particulier concernant l'Afghanistan » disait à cette occasion l'ambassadeur belge à Washington, Frans van Daele, qui à son tour s'excusait pour le peu d'engagement en Irak : « Nous ne sommes pas en conditions d'y envoyer des troupes, étant donné notre engagement en Afghanistan, en Bosnie et au Congo. Mais nous soutenons nos alliés qui y envoient des troupes et nous coopérons avec la formation de la police irakienne. »⁴ En Afghanistan, c'est notre pays qui, de tous les pays européens, apporte de loin le plus de troupes par nombre d'habitants.⁵ Et à l'« effort » pour l'Afgha-

nistan, le Congo, le Kosovo, s'ajoute actuellement celui pour soutenir le sionisme au Liban et la colonisation française au Tchad.

Entre-temps, la guerre belge commence à devenir plus meurtrière. Le jour même de la décision du 1 février, le général canadien Rick Hillier affirmait : « Si vous êtes à Kandahar, vous vous retrouvez engagé dans des combats d'une façon ou d'une autre ». Et pour se faire tuer, peut-être que les Belges ne devaient même pas se déployer au Sud. Le 1 février toujours, l'hôtel Serena, le palace de Kaboul où l'OTAN loge ses visiteurs, a été mitraillé. Pour nous, c'est une bonne nouvelle, la résistance du peuple afghan et sa lutte de libération nationale, loin d'être en phase terminale comme le proclame Bush, non seulement tient le coup mais avance.

¹ Conseil des ministres 27/05/05 - voir www.mil.be

² Le Soir 2/02/08

³ Flahaut dans Le Soir du 02/02/2008

⁴ Interview publiée par le Foreign Office, 25/05/2004

⁵ Voir *Les guerres menées par la Belgique* sur notre site

**Retrait de toutes les troupes belges de l'étranger
Vive la lutte de libération des peuples**

Attentats contre des organisations de travailleurs

Le 24 décembre 2007, le siège de la **Centrale Ouvrière Bolivienne** (COB) de La Paz (Bolivie) a été attaqué avec des cartouches de dynamite, heureusement sans faire de victimes personnelles.

L'attentat est à situer dans le contexte de la situation politique du pays et tout indique qu'il a été perpétré par des secteurs de la droite bolivienne. En 2007, il y a eu 7 attentats à la bombe dans la province de Santa Cruz, le dernier, dans un garage de l'hôtel où logeait Evo Morales.

Conlutas, l'organisation de l'opposition syndicale au Brésil, qui prépare une rencontre continentale de travailleurs ensemble avec la COB, a envoyé un message de solidarité et exige du gouvernement bolivien « de faire toute la lumière sur ces attentats, d'identifier et de punir les auteurs et d'assurer les conditions de liberté et de sécurité pour l'action syndicale de la COB et de ses dirigeants ».

Dans la matinée du 30 décembre 2007, le siège national du **Parti Socialiste des Travailleurs Unifié** (PSTU), la section brésilienne de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale, a fait l'objet d'une invasion. Le PSTU a fait un appel à l'ensemble des organisations syndicales, politiques et populaires, ainsi que les organisations démocratiques, pour répudier l'agression, dénonçant « une opération clandestine d'organismes d'information de l'Etat contre un parti d'opposition de gauche ».

Des centaines de messages de solidarité sont arrivés au PSTU, provenant de 15 pays. Cette solidarité est, selon Zé Maria, un dirigeant de Conlutas, « l'instrument principal pour garantir la liberté d'organisation. [...] nous plaçons le gouvernement devant sa responsabilité d'assurer les libertés démocratiques. »

Une victoire : acquittement pour les militants du DHKP-C



Ce jeudi 7 février, c'est dans la plus grande joie de la salle que la Cour d'appel d'Anvers a rendu son verdict. Les 7 membres du DHKP-C ont été acquittés pour leur appartenance à un groupe soi-disant « terroriste ». Seul 3 membres ont une peine de deux à trois ans de prison avec sursis pour faux et détention d'armes, une peine qui semble bien dérisoire. La fin donc d'une grande saga politico-judiciaire dans laquelle le gouverne-

ment belge n'a cessé de démontrer sa collaboration avec le gouvernement assassin turc. Cette grande victoire ne peut être attribuée qu'aux nombreuses mobilisations en leur soutien, à tous ceux qui ont soutenu ces militants révolutionnaires. Contre le délit d'opinion, contre la répression, pour liberté d'expression et d'association, *tous ensemble – tous ensemble !*

Vive la lutte du peuple mapuche - non à la persécution

Après 15 ans, les gouvernements successifs « de transition » au Chili n'ont pas réussi à changer l'héritage institutionnel de Pinochet et ont laissé la porte grande ouverte aux multinationales. Le territoire Mapuche, peuple originaire du Chili, continue à être spolié au bénéfice des entreprises. La résistance (récupération des terres) est criminalisée et réprimée en utilisant la loi anti-terroriste dictée pendant la dictature. Aujourd'hui, le peuple Mapuche est sauvagement réprimé, ses dirigeants sont emprisonnés et leur territoire est militarisé. Un comando paramilitaire est



réactivé avec l'objectif de provoquer des attentats contre leurs communautés.

Leur dirigeante Patricia Troncoso, emprisonnée, a obtenu une victoire après 110 jours de grève de la faim. A ces demandes le gouvernement a répondu « les bénéfices sollicités par Patricia Troncoso pour elle et pour les internes Juan Bautista Millalen et Florencio Jaime Marileo

seront concédés en la forme et l'opportunité que décrit la sollicitude écrite par Patricia Troncoso et qu'elle nous a fait parvenir ce jour ».

No pasarán !

Libérez tous les prisonniers politiques